

UN MOUVEMENT DANS LE CORPS ATTENDU DANS LES PROCHAINES SEMAINES

Vers la nomination d'une dizaine de femmes walis

M^{me} Zerhouni Nouria Yamina, le wali de Mostaganem, perdra bientôt la singularité de seule femme occupant le poste et exerçant la fonction de wali en Algérie. La représentation féminine dans ce corps, apanage masculin, depuis l'indépendance du pays, sera élargie, apprend-on de bonne source. Le président Bouteflika aurait déjà coché une dizaine de noms femmes à nommer aux postes de wali et de wali délégué lors du prochain mouvement dans le rang des premiers magistrats de wilaya.

Sofiane Aït-Ifllis Alger

(Le Soir)- Aucun nom

n'a filtré pour le moment.

L'on sait seulement que

le président de la

République aurait, à la

réception d'une première

proposition pour le mou-

vement dans le corps des

walis, demander à lui

suggérer davantage de

profils, de femmes sur-

tout.

Ceci parce qu'il a rete-

nu d'en nommer pour

donner du palpable à une

disposition constitution-

nelle. Par ailleurs, par

ces nominations, le prési-

dent de la République

voudrait joindre l'acte à la

promesse, celle faite aux

femmes devant les-

quelles il discursa le 8

mars dernier au Palais

des nations, à l'occasion

de la célébration de la

Journée internationale de

la femme.

Ce jour, le président

Bouteflika avait promis à

son auditoire coquet qu'il

allait poursuivre la nomi-

nation de femmes à des

postes d'ambassadeur,

de wali, de recteurs d'uni-

versité. Chose faite pour

le corps diplomatique qui

a vu les récentes nomi-

nations aux postes d'am-

bassadeur et de consul

intégrer des femmes,

même si c'est dans une

portion minime.

En retenant de pro-

mouvoir une dizaine de

femmes aux rangs de

premières responsables

d'exécutif de wilaya et de

wilaya déléguée, le chef

de l'Etat entendrait non seulement honorer un engagement pris mais aussi situer la graduation aujourd'hui possible en matière de promotion politique de la femme.

Une graduation qui manque de loin d'établir la parité hommes-femmes, puisque, avec une dizaine de femmes à nommer walis et walis délégués, la représentation féminine dans ce corps se situe autour des 20 %. L'on se rappelle que des voix partisans ont réclamé, au lendemain de l'amendement constitutionnel consacrant la promotion politique de la femme, l'imposition d'un quota de 30% de femmes dans les listes électorales.

Une réclamation qui se voulait être une proposition à prendre en compte lors de la rédaction de la loi organique devant fixer les modalités d'application de l'article 31 bis de la Constitution révisée.

«L'Etat œuvre à la promotion des droits poli-



Photo : Samir Sid

Une graduation qui est loin d'établir la parité hommes-femmes.

tiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représenta-

tion dans les Assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique», art 31 bis.

S. A. I.

RÉAGISSANT À LA PREMIÈRE

SESSION DE L'APN

Le RCD épingle les membres de l'Assemblée

Le groupe parlementaire du Rassemblement pour la culture et la démocratie a vivement réagi au déroulement de la première session d'automne de l'Assemblée populaire nationale.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué, le parti reproche aux membres de l'APN «le recours systématique à l'ordonnance, pratique propre aux régimes sans projets, ni stratégie». Les membres du groupe parlementaire mettront aussi l'accent sur le fait que «l'ouverture de la session d'automne n'a pas dérogé aux travers du centralisme démocratique.»

Abordant la question de la loi de finances complémentaire, le RCD rappelle qu'elle est justifiée cette année «par les retombées de la crise financière internationale dont l'Exécutif avait dit devant l'Assemblée qu'elle était sans risques pour le pays grâce aux visions et décisions anticipées du chef de l'Etat».

Et le RCD ne s'arrête pas là puisqu'il épingle l'Exécutif sur la question de la réforme relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière.

Cette dernière, expliquent les membres du groupe parlementaire, «est



Photo : Samir Sid

déjà entrée en vigueur et est portée à la connaissance de l'APN qui se voit ainsi confirmée dans sa mission de caisse d'enregistrement des oukases d'un Exécutif aussi imprévoyant qu'omnipotent.»

Le RCD souligne, par ailleurs, le fait que l'Algérie figure au triste rang de 3^e pays pourvoyeur d'accidents de la circulation «en raison du détournement des médias de leur vocation d'information et d'éducation, de l'insuffisance et du déficit d'entretien du réseau routier». S'agissant de la loi relative à l'eau, le RCD déclare avoir averti, au sein de l'APN, que faute de solution en amont, «le parlementaire aurait à avaliser à nouveau les décisions d'un

Exécutif qui a hypothéqué les ressources en eau du pays à cause d'une politique d'extraction de sable prédatrice». Et les parlementaires du RCD de souligner : «Du fait d'une politique de réconciliation nationale qui a redopé le terrorisme, l'Algérie est privée du recours aux carrières pour alimenter le marché des agrégats, car en 2009, il est impossible d'utiliser les explosifs dans un climat sécuritaire particulièrement tendu.»

Le RCD a justifié son vote aux trois ordonnances par une volonté de dénoncer et condamner «une politique qui méprise le peuple, déstructure la nation et discrédite l'Etat».

F.-Z. B.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2010

L'État se serre la ceinture

L'Etat doit se serrer la ceinture ! C'est en tout cas ce que préconise Ahmed Ouyahia et qui d'ailleurs passe à l'action à travers un avant-projet de loi de finances pour 2010 dont l'examen a été entamé mardi dernier lors de la première réunion du gouvernement consacrée à la question.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -

Cet avant-projet, affirme une source proche du gouvernement, «se caractérise par une réduction drastique du budget de fonctionnement de l'Etat. Le Premier ministre a longuement insisté sur cette question mardi dernier affirmant que la conjoncture, tant nationale qu'internationale impose à tous une gestion rationnelle des deniers publics».

L'heure est donc à l'austérité et chaque département ministériel, de même que l'ensemble des institutions, a vu sa dotation budgétaire pour l'exercice 2010 substantiellement revue à la baisse.

Ahmed Ouyahia, qui tiendra, aujourd'hui samedi, une réunion interministérielle élargie (qui ne concerne pas les ministres délégués et les secrétaires d'Etat), et qui sera exclusivement consacrée à cet avant-projet de loi de finances 2010, a surpris ses ministres mardi dernier. «Il faut dire que de nombreux ministres ont été invités à revoir

leur copie !» Notre source nous confie, en effet, que Ouyahia a fermement signifié aux membres du gouvernement que pour le prochain exercice budgétaire, ce sera le RAR (reste à réaliser) qui prédominera. Cela signifie, en termes pratiques, qu'aucun ministre ne peut présenter de nouveaux projets à financer tant qu'il n'aurait pas au préalable achevé ou lancé ceux précédemment inscrits.

«Les retards accumulés par certains secteurs dans la réalisation des projets qui traînent depuis des années sont tels que c'est la crédibilité même du président qui est en jeu. L'avancement tortueux des chantiers engagés dans les secteurs des Travaux publics, l'Habitat, la Santé ou l'Agriculture a fini par mettre le président dans une colère inouïe !» révèle notre source. Bouteflika, qui veut lancer son fameux plan quinquennal dès janvier prochain, enjoint donc au gouvernement «d'en finir» avec les projets promis ou lancés depuis... 2004 !

Ce qui fera que de nombreux projets, initialement prévus par certains ministres, seront purement et simplement supprimés lors de la «séance d'arbitrage» d'aujourd'hui. «Seul le budget de l'équipement connaîtra une légère hausse» en 2010, conclut notre source.

K. A.